

Quand la C.I.A. tue pour Botha

ENQUETE DE NOTRE CORRESPONDANT A MAPUTO AL VES GOMES

*Les publications « Sadex » viennent de Washington.
Par la valise diplomatique... Ruth First en est morte,
Aquino de Bragança et plusieurs de leurs collaborateurs,
grièvement blessés.*

● C'était une enveloppe apparemment inoffensive. Elle venait de Washington, plus précisément de l'African Center of Bibliography, une officine de la C.I.A. qui envoie à des centaines d'intellectuels africains les publications « Sadex ». L'enveloppe portait le nom du directeur du Centre d'études afri-

caines de l'université Mondlane à Maputo : Aquino de Bragança, intellectuel progressiste, anti-impérialiste, écrivain, journaliste, membre du comité de rédaction d'« Afrique-Asie », mais aussi proche confident et ami du président Samora Machel. Depuis que la République populaire du Mozambique avait

été proclamée, le 25 juin 1975, le chef d'Etat mozambicain l'avait chargé de missions politiques et diplomatiques des plus délicates, aussi bien en Afrique qu'en Europe.

Nous sommes le 17 août, Aquino de Bragança est dans son bureau, entouré de sa collaboratrice principale Ruth First, du professeur américain Brigett O'Laughlin et d'un chercheur sud-africain résidant en Zambie, Pallo Jordan. Il prend l'enveloppe, commence à l'ouvrir lorsqu'un bruit insolite, étrange, s'en dégage. Et l'explosion qui s'ensuit alors frappe mortellement Ruth First. Aquino et les autres occupants de la salle sont blessés. Brûlures et éclats de bois sur le visage, Brigett O'Laughlin sera opérée des yeux. Aquino, dont les yeux ont également été atteints, souffre surtout de graves brûlures. Hors de danger, mais encore dans son lit de l'hôpital central de Maputo, Aquino, ému, voulut nous rappeler l'admiration qu'il portait à sa brillante collaboratrice victime de « cet ignoble acte de terrorisme ».

Militante de longue date de l'A.N.C. d'Afrique du Sud, écrivain et essayiste, la vice-présidente du Centre d'études

africaines était, tout comme son mari Joe Slovo, l'« ennemie jurée du régime de Pretoria » ainsi que l'indiquait, au lendemain de l'attentat, la presse sud-africaine pro-gouvernementale. Il ne faisait pas de doutes que, depuis longtemps, elle était dans le collimateur du N.I.S. (National Intelligence Service — ex-B.O.S.S.), les services secrets sud-africains.

C'est immédiatement vers ces derniers que se sont dirigées les enquêtes des autorités mozambicaines. Habitué à ce genre d'opérations, les spécialistes des services secrets n'auraient pas grand mal à mener à bien ces actes terroristes. Le nombre élevé des victimes, parmi les nationalistes sud-africains, que l'on compte à ce jour est suffisamment éloquent. Mais la personne visée, « un des conseillers les plus influents du président Machel » — souligne la presse portugaise — et la « couverture » utilisée jettent une lumière toute particulière sur ce tragique événement.

Ce repaire d'agents de la C.I.A. qu'est le Centre africain bibliographique de Washington — le cas de Daniel Mathies en est un exemple éloquent — se sert, grâce à son statut officiel, de la valise diplomatique pour faire parvenir ses publications aux diverses am-

bassades américaines en Afrique. C'est ainsi que, cette fois encore, les enveloppes gagnaient la capitale mozambicaine. Le personnel de l'ambassade des Etats-Unis les mettaient — comme de coutume — à la poste.

« C'est un acte répugnant et gênant », déclarait peu après un diplomate de l'ambassade, qu'on ait pu se servir de ces enveloppes. Et le chargé d'affaires de renchérit : « J'espère que rien, dans les événements qui viennent de se dérouler, n'affectera les relations entre mon pays et le Mozambique. »

Si, dans l'état actuel de l'enquête, il est difficile de tirer des conclusions définitives, on ne peut toutefois négliger que, dans les réseaux subversifs démantelés l'année passée au Mozambique — opération qui s'était soldée par l'expulsion de plusieurs fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Maputo —, la C.I.A. était impliquée jusqu'au cou. Et ses liens privilégiés avec l'ex-B.O.S.S. sont connus de tous.

« On a essayé de tuer mon grand camarade », devait déclarer le président Samora Machel de l'hôpital où il s'était aussitôt rendu. L'estime que le chef d'Etat mozambicain devait éprouver depuis de longues années à l'égard de ce professeur, intellectuel passionné, lié au

Frelimo depuis 1964, année de sa fondation, s'était sûrement renforcée depuis les succès remportés par Aquino au cours des délicates missions diplomatiques dont le président l'avait chargé.

Discret artisan de la normalisation des rapports Mozambique-Portugal, avec qui il contribua à régler un difficile contentieux, Aquino de Bragança devait encore récemment jouer un rôle déterminant pour la signature d'un accord de coopération militaire entre Maputo et Lisbonne. Il compte d'ailleurs d'innombrables amis dans cette dernière capitale, aussi bien dans le gouvernement et dans les forces armées que dans l'opposition. Le président Eanes lui-même adressait aussitôt à Aquino un télégramme de solidarité.

La centaine de messages qui lui parvenaient du monde entier, notamment des représentants des gouvernements du Zimbabwe, de Tanzanie, d'Algérie, d'Angola, ainsi que du cabinet du président français Mitterrand montrent bien la sympathie et le respect que suscite ce militant de l'anticolonialisme ainsi que l'ampleur de ses relations. En France aussi, où il s'était rendu encore récemment avec le ministre de la Sécurité, Jacinto Veloso, Aquino de Bragança avait contribué à ouvrir une nouvelle phase des relations entre les deux pays, qui touche également au domaine militaire. Est-ce l'apport de ce diplomate au style très personnel à la stabilité du Mozambique qui a attiré sur lui et son entourage la haine des services secrets sud-africains et de la C.I.A. ? C'est l'hypothèse la plus plausible. D'autant plus que l'on connaît bien le défi qu'à leurs yeux constitue l'existence même d'un Mozambique aux options révolutionnaires dans une région aussi stratégique pour l'impérialisme et ses relais locaux.